

<https://divergences.be/spip.php?article4355>



Une cible à la fois : La logique qui a aidé les libéraux israéliens à commettre un génocide

- Aujourd'hui - 2025 - novembre 2025 -
Date de mise en ligne : mardi 21 octobre 2025

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

Origine [+972mag](#)

En associant un objectif militaire à chaque acte de tuerie, les Israéliens de tous bords pouvaient participer au massacre sans s'interroger sur la moralité de leurs actes.



Soldats israéliens dans le nord de la bande de Gaza, July 22, 2025.

Quelques mois après le 7 octobre, je me suis inscrit à un cours d'introduction au génocide à l'Université ouverte d'Israël. Le conférencier a commencé le premier cours en nous disant - une vingtaine d'étudiants juifs-israéliens réunis sur Zoom - qu'à la fin du semestre, nous comprendrions exactement ce qu'implique un génocide et que nous serions capables d'expliquer pourquoi Israël ne commet pas de génocide à Gaza.

En bref, son argument était le suivant : Israël détruit peut-être Gaza, mais ses actions sont motivées par des objectifs militaires et non par une "intention de détruire" un groupe spécifique "en tant que tel", comme le stipule la Convention sur le génocide. Sans cette intention, conclut-il, le terme de génocide ne s'applique pas.

Au cours des deux dernières années, j'ai publié de nombreuses enquêtes exposant les détails de la politique de feu ouvert d'Israël à Gaza, dont plusieurs ont contribué à étayer des allégations juridiques de génocide. Lorsque l'Afrique du Sud a porté plainte contre Israël devant la Cour internationale de justice (CIJ) en janvier 2024, elle s'est appuyée en partie sur notre exposé de novembre 2023 qui révélait la campagne d'assassinats de masse menée par Israël à l'aide d'IA et ciblant les maisons familiales de militants présumés.

Lorsqu'un comité de l'ONU a conclu le mois dernier qu'Israël avait commis un génocide, il s'est appuyé en partie sur une autre de nos enquêtes montrant que plus de 80 % des morts de Gaza étaient des civils selon une base de données interne des services de renseignement israéliens.

Pourtant, parmi les dizaines de soldats et d'officiers avec lesquels je me suis entretenu au cours de ces enquêtes, et dont beaucoup ont servi volontairement de dénonciateurs, peu se sont considérés comme des participants à un génocide. Lorsque les officiers de renseignement et les commandants décrivent le bombardement de maisons familiales à Gaza, ils reprennent souvent la logique du professeur d'université : Certes, nous avons peut-être commis des crimes, mais nous n'étions pas des meurtriers, car chaque acte avait un objectif militaire spécifique.

Par exemple, après le 7 octobre, l'armée a autorisé les soldats à tuer jusqu'à 20 civils afin d'assassiner un agent du Hamas soupçonné d'être de bas niveau, ou des centaines de civils lorsqu'ils visaient des personnalités plus haut placées. La grande majorité de ces assassinats ont eu lieu dans des maisons civiles où aucune activité militaire n'avait lieu.

[https://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH266/main_image59370_1ndqjkyaw-ab66a.jpg]

Le moment où une frappe aérienne israélienne touche une maison dans le camp de réfugiés d'Al-Shati, à l'ouest de la ville de Gaza, le 28 septembre 2025. (

Mais pour la plupart des soldats à qui j'ai parlé, la simple existence d'une cible militaire présumée, même dans les cas où les renseignements étaient obscurs, justifiait pratiquement tous les décès qui en résultaient.

Dans une autre enquête, un soldat m'a décrit comment son bataillon a utilisé des drones télécommandés pour tirer sur des civils palestiniens, y compris des femmes et des enfants, qui tentaient de retourner dans leurs maisons détruites dans une zone occupée par l'armée israélienne, tuant 100 Palestiniens non armés en l'espace de trois mois. L'objectif, a-t-il expliqué, n'était pas de les tuer pour le plaisir, mais de maintenir le quartier vide et donc plus sûr pour les soldats qui y sont stationnés.

Une autre soldate a raconté avoir participé au bombardement d'un quartier résidentiel entier, comprenant plus de 10 immeubles d'habitation à plusieurs étages et une tour d'habitation, tous remplis de familles. Elle savait à l'avance que, ce faisant, elle et son équipe allaient probablement tuer quelque 300 civils. Mais l'opération, a-t-elle expliqué, était basée sur des renseignements suggérant qu'un commandant relativement haut placé du Hamas pouvait se cacher quelque part sous l'un de ces immeubles. En l'absence d'informations plus précises, ils ont détruit toute la zone dans l'espoir de le tuer.

La soldate a admis que l'attaque s'apparentait à un massacre. Mais selon elle, ce n'était pas l'intention ; le but était d'atteindre le commandant, qui n'était peut-être même pas là.

Ce cadrage axé sur la mission a joué un rôle crucial en permettant à des Israéliens ordinaires de participer à un génocide - peut-être plus que l'obéissance seule, qui est généralement supposée être la motivation principale dans de tels contextes. En considérant chaque acte de violence comme une tâche distincte, qu'il s'agisse de cibler un agent du Hamas ou de sécuriser un périmètre, les soldats ont pu éviter d'être confrontés à leur rôle dans le massacre de masse de civils.

Cet état d'esprit devient également plus facile à soutenir à l'ère de l'intelligence artificielle et du big data. Ces technologies peuvent recueillir et analyser des informations sur une population entière presque instantanément, cartographiant les bâtiments et leurs occupants avec une prétendue précision. En tant que telles, elles produisent un flux infini de justifications militaires apparentes, créant un vernis de légalité pour une politique de meurtre de masse. L'IA a, en effet, permis à Israël de transformer une pierre angulaire du droit international - l'obligation de n'attaquer que des cibles militaires - en un outil qui légitime et accélère le massacre même qu'il était censé empêcher.

[https://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH266/main_image59084_twi0dtbszv-b0172.jpg]

Des Palestiniens pleurent leurs proches tués lors d'une attaque israélienne alors qu'ils attendent une aide humanitaire, à l'hôpital Al-Shifa, dans la ville de Gaza, le 21 août 2025.

Chevauchement des motifs

Alors qu'un fragile cessez-le-feu conclu sous l'égide des États-Unis entre en vigueur à Gaza, les efforts déployés à l'échelle mondiale pour garantir la responsabilité et la justice se poursuivront à plein régime. L'affaire de l'Afrique du Sud devant la CIJ se poursuivra, tandis qu'Israël et ses partisans - y compris les gouvernements occidentaux - chercheront à discréditer les accusations de génocide afin d'éviter les conséquences juridiques d'une telle décision. Ce faisant, ils continueront à mettre en avant les objectifs militaires déclarés derrière chaque attaque spécifique, comme l'armée le fait régulièrement en réponse à nos reportages.

La tendance des auteurs de génocide à invoquer la "sécurité" pour justifier la violence de masse est bien documentée, rationalisant les actes de brutalité dans un cadre plus large d'autodéfense. Mais quelle que soit la piètre excuse invoquée dans chaque cas, les attaques d'Israël ont indéniablement été menées en sachant pertinemment qu'elles conduiraient à la destruction d'un autre peuple. Le résultat est un nombre de morts palestiniens qui dépasserait les 100 000 et l'anéantissement quasi-total de la bande de Gaza.

Cependant, se concentrer uniquement sur la façon dont chaque acte de violence individuel s'est accumulé pour créer une réalité globale de génocide, c'est aussi passer à côté de l'essentiel. Pour de nombreux dirigeants israéliens, l'objectif était de semer la mort et la destruction en masse. Qu'il s'agisse d'affamer délibérément deux millions de personnes et d'abattre les demandeurs d'aide, de raser systématiquement des villes entières ou d'œuvrer activement à l'expulsion massive, l'anéantissement des Palestiniens de Gaza en tant qu'objectif en soi était on ne peut plus clair.

En particulier après qu'Israël a rompu le précédent cessez-le-feu en mars, les objectifs militaires dont on pouvait dire qu'ils existaient sont devenus encore plus ténus. Ce qui restait, c'était une logique meurtrière pure et simple que l'armée prenait rarement la peine de justifier en termes militaires.

Cette motivation s'est manifestée non seulement dans les actes, mais aussi dans les paroles. Comme l'a déclaré le Premier ministre Benjamin Netanyahu en mai, "nous continuons à démolir des maisons : "Nous continuons à démolir des maisons ; ils n'ont nulle part où retourner. Le seul résultat logique sera le désir des habitants de Gaza d'émigrer en dehors de la bande". L'ancien chef des renseignements militaires, Aharon Haliva, est allé encore plus loin dans les détails : "Pour tout ce qui s'est passé le 7 octobre, pour chacun d'entre nous qui est mort le 7 octobre, 50 Palestiniens doivent mourir. Cela n'a plus d'importance aujourd'hui - enfants ou non. Je ne parle pas par vengeance, mais comme un message pour les générations futures. Elles ont besoin d'une Nakba de temps en temps pour en ressentir le prix".

[<https://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH267/f250828ta14-57132.jpg>]

Israeli soldiers stand on the Israeli side of the border with the Gaza Strip, August 28, 2025

Mais surtout, les motivations missionnaires et les motivations génocidaires ne s'excluent pas mutuellement ; au contraire, elles se renforcent l'une l'autre. Et ce chevauchement a élargi la base de ceux qui étaient prêts à participer au massacre.

Les soldats ouvertement génocidaires - et ils étaient nombreux - ont rasé la ville de Rafah afin de procéder à un nettoyage ethnique des Palestiniens, tandis que ceux qui avaient une image de soi plus libérale l'ont détruite pour créer une "zone tampon de sécurité". Haliva voyait dans le bombardement des maisons familiales un acte de vengeance, tandis que les soldats plus troublés par de telles justifications pouvaient se dire qu'il s'agissait d'atteindre une cible présente à l'intérieur.

La mentalité axée sur la mission fragmente la destruction d'un peuple et d'un lieu en milliers d'actes isolés, chacun justifié par ses propres termes, aucun n'étant reconnu comme faisant partie d'une campagne de génocide plus vaste. Elle permet à certains des exécutants d'ignorer l'intention générale, même si des dirigeants comme Netanyahu et Haliva l'expriment ouvertement. Pour inverser le vieil adage : En se concentrant sur chaque arbre, ils passent à côté de la forêt du génocide.

Le génocide comme cadre moral

Ce qui est au cœur de toutes ces justifications, c'est la déshumanisation des Palestiniens. Les soldats qui ont massacré 300 personnes pour tuer un seul agent du Hamas m'ont dit qu'ils ne l'auraient probablement pas fait si un seul enfant juif s'était trouvé dans le bâtiment.

La déshumanisation s'opère dans deux directions : Non seulement elle gonfle la victime pour en faire une menace monstrueuse, mais elle fait aussi l'inverse : elle la réduit en poussière, la rétrécit jusqu'à ce qu'elle disparaisse. C'est ainsi qu'un soldat accomplissant une mission définie peut justifier le meurtre de 300 personnes. Elles ne sont pas considérées comme 300 êtres humains uniques, mais comme de simples points de données dans un logiciel qui calcule les "dommages collatéraux".

De nombreux Israéliens juifs ont compris les événements de ces deux dernières années à travers le langage de l'Holocauste. Un ami d'enfance devenu officier de carrière dans l'armée, et qui ne me parle plus, a écrit sur Facebook qu'avant le 7 octobre, il s'était assuré d'assister à des témoignages publics de survivants de l'Holocauste "pour être le plus marqué possible" et trouver ainsi un but à son travail. Après le massacre du Hamas, qu'il considère comme l'œuvre de nazis contemporains, il a écrit qu'il pouvait désormais comprendre profondément la douleur des survivants de l'Holocauste.

[https://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH266/main_image59839_n7tlrjteq8-4d209.jpg]

Les Palestiniens retournent dans ce qui reste de leurs maisons, dans le quartier de Sheikh Radwan, à Gaza, le 11 octobre 2025.

D'autres en Israël et dans le monde entier - dont moi-même - ont regardé les massacres de civils par Israël, les enfants affamés de Gaza, les charniers et les déplacements forcés sans fin et ont pensé à ces mêmes événements d'un point de vue opposé.

Il est frappant de constater que l'imagerie de l'Holocauste peut servir à la fois à justifier la destruction de Gaza et à y résister. Ce paradoxe témoigne du pouvoir du génocide en tant que langage moral dominant de notre époque, et du fait que les Palestiniens doivent souvent traduire leurs souffrances dans ce langage pour être entendus en tant que victimes.

Pourtant, considérer les deux dernières années non seulement à travers le prisme du génocide, mais aussi comme une seconde Nakba - un projet soutenu d'effacement visant à détruire à la fois un peuple et l'espace qu'il habite - peut nous permettre de mieux saisir la nature des actions d'Israël. Alors que le génocide est souvent compris comme une violence pour elle-même, la Nakba représente une violence avec un but : l'élimination et le remplacement d'un peuple.

Pourtant, en tant que Juif israélien confronté aux horreurs de ces deux dernières années, je ne peux m'empêcher de penser en termes d'Holocauste. La destruction de Gaza m'a permis de mieux comprendre non seulement l'histoire des victimes, mais aussi celle des auteurs - la majorité silencieuse qui a facilité les atrocités par ses actions et les

histoires qu'elle se raconte pour les justifier.